

ISIS, un cluster plein d'avenir

SÉCURITÉ INFORMATIQUE • Des entreprises des technologies de l'information (IT) et les hautes écoles ont réuni leurs savoirs pour aider les PME à mieux se défendre.

GÉRARD TINGUELY

«Nous mettons des outils dangereux dans les mains de nos étudiants mais nous renforçons aussi les aspects éthiques. Et nous exigeons par contrat qu'ils n'utilisent pas ces outils à l'extérieur.» A l'Ecole d'ingénieurs (EIAF), Antoine Delley et Philippe Joye ne sont pas trop anxieux. Si d'aventure un hacker surgit parmi les étudiants formés en sécurité informatique – ce qui suppose la manipulation de virus, vers, chevaux de Troie et autres logiciels espions – il aura 99 protecteurs à affronter!

Ce qui fait surtout la fierté du directeur du département des technologies de l'information et de la communication et du prof chef de projet, c'est que le premier «bébé» d'ISIS (Information Systems & IT Security, un cluster créé fin 2007 et qui réunit des partenaires intéressés à la sécurité des systèmes et infrastructures informatiques) fera bientôt ses premiers pas. «Nous avons encore des choses à découvrir et à mettre au point. Mais ce projet est déjà extrêmement profitable pour l'école. Nos attentes sont largement comblées», lance Philippe Joye.

Quelque chose d'unique

C'est officiellement au début 2010 que l'Observatoire national pour la sécurité IT se mettra au service des PME. Contrairement aux grandes entreprises, banques ou administrations publiques, les PME hors domaine IT ne sont pas dotées de spécialistes pour réagir aux attaques visant leurs sites web, messageries électroniques, applications de gestion. Si un service comparable (SWITCH) existe pour les réseaux académiques (enseignement, recherche), l'Observatoire pour PME «est quelque chose d'unique, qui n'existe pas dans d'autres pays», assure Antoine Delley. Lequel espère que ces entreprises, dont les deux tiers présentent des lacunes de sécurité, se laisseront convaincre par les nouvelles prestations, avant de perdre irrémédiablement des données. Ce qui peut entraîner de gros dommages financiers.

Disposant de l'appui confédéral de MELANI, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information, et collaborant étroitement avec deux partenaires principaux de grande réputation (Dreamlab Technologies, Objectif Sécurité) «qui nous font l'honneur de travailler avec nous», l'Observatoire offrira plusieurs services aux PME.

Ce seront d'abord des informations neutres et à jour sur les menaces se propageant sur l'internet; une sur-



Les PME ne sont pas équipées pour réagir aux attaques visant sites web, messageries électroniques et applications de gestion. L'Observatoire peut les aider à s'en préserver. DR

veillance passive des sites et réseaux pour savoir s'ils sont exposés aux attaques. Ensuite, une surveillance active pour les entreprises et organisations souhaitant une investigation plus ciblée des attaques de cybercriminels cherchant à faire du tort ou de

l'argent. Enfin, sera proposée une liste de fournisseurs, issus du cluster, capables de remédier aux problèmes de sécurité détectés et d'anticiper les prochains. A court terme, Antoine Delley imagine qu'avec déjà 1% des PME suisses abonnées à ses infor-

mations (gratuitement au début, à prix modeste ensuite), l'Observatoire deviendra indépendant et viable. «Avec 10%, on ferait dans le grand luxe!» Et à plus long terme, il n'est pas exclu de vendre à l'étranger la licence pour les méthodes et outils de surveillance développés au sein d'ISIS. Notamment pour corriger les banques de données actuelles sur la propagation des menaces, pour unifier différents outils de mesure.

Heureuse conjonction

La nouvelle entreprise créera à terme une dizaine de places de très haut niveau technologique et apportera aussi du travail aux sociétés actives dans les technologies de l'information (IT), qui devront élever le niveau de formation du personnel. L'Observatoire offrira aussi des conseils et de la formation spécifique mais les solutions de sécurité, équipements, ingénierie, normes ISO ou questions de droit ne seront pas de son ressort. Si ISIS a vu le jour à Fribourg c'est grâce à une heureuse conjonction de moyens financiers disponibles et de la capacité de l'EIAF à réagir à une sollicitation de la centrale MELANI. Celle-ci avait eu besoin d'une aide pour traiter des centaines de serveurs victimes d'une attaque massive. I

FRIBOURG: «DE L'OR DANS LES MAINS»

Le Pôle scientifique et technologique du canton (PST-FR), fondé fin 2008, s'appuie sur quatre clusters thématiques dont deux (nanotechnologies, énergie & bâtiment) sont encore à leurs débuts. Actif le premier, le cluster «plasturgie» réunit aujourd'hui une soixantaine d'adhérents employant 5000 personnes. Ses cours bilingues ont connu le succès: 113 participants en 2008, 193 en 2009. Actuellement, un petit groupe d'industriels dont SAIA, de concert avec les hautes écoles et un partenaire commercial, bâche sur des moules autonettoyants et des matériaux biodégradables pour les emballages. Par ailleurs, un 5^e cluster «Cleantech» devrait voir le jour les prochains mois. «C'est le moment de sortir du lot. Hautes écoles et bonne formation servent peu si nos idées

ne se traduisent pas en entreprises commerciales. Nous avons de l'or dans les mains», a dit il y a quelques semaines Beat Vonlanthen, chef de l'économie, lors d'une info du PST-FR. Et FRISAM, réseau de profs en statistiques et maths, est prêt à mettre ses compétences au service de l'économie. A l'ère de la globalisation, la région et ses va-et-vient entre humains quotidiens retrouvent leur importance. Le succès des clusters (grappe d'entreprises et d'écoles qui ont des intérêts communs) repose sur l'interdépendance, la complémentarité et la collaboration volontaire. Et qu'en est-il de la concurrence en leur sein? Selon un orateur, «il faut un minimum de confiance entre les acteurs. Et leur interconnexion attise aussi l'envie d'être meilleur.» GTI



L'INNOVATION C'EST... *

«Le métal à la façon high-tech»

Fondée en 1897, l'entreprise Brandt SA compte 52 employés dont dix apprentis. Elle est active dans la métallerie du bâtiment (escaliers, portes, fenêtres, façades), la tôlerie industrielle. Dans la région de Bulle, le secteur du métal compte 500 employés. Rencontre avec Christophe Brandt, responsable achats et ventes, et Jacques-André Buchs, directeur (PHOTO: DE DR. A.G.), qui codirigent la société à voix égales avec le responsable financier.

Que signifie l'innovation dans votre société? C'est peut-être un mot qui va trop loin! En 2008, pour préparer la succession dans l'entreprise familiale, l'innovation a été de faire appel à un bureau de coaching et d'organiser un comité de direction à trois. Ce qui n'était pas évident ni très courant. Vu le développement des affaires – les 70% sont réalisées hors canton – il fallait aussi les sectoriser. Et c'était assez idéal de monter la nouvelle direction avec des gens de l'intérieur de l'entreprise. Il n'y a jamais de décision unilatérale.

Au lieu d'investir dans des machines très coûteuses (à laser, CNC) qui seraient sous-employées, nous préférons travailler avec des sous-traitants pour abaisser les coûts. La quête de nouveautés relève surtout du bureau technique. C'est là que sont tracés les plans de façades high-tech qui répondent aux exigences statiques, esthétiques, thermiques et de sécurité, tout en intégrant de nouveaux produits ou matériaux. C'est à la technique qu'on est le plus innovant, comme pour les façades high-tech de deux immeubles à Genève, où le lobby du bois est moins présent. Il nous a fallu quinze mois pour planifier et réaliser 270 éléments de façade incluant les fenêtres et les stores. Le personnel a suggéré bien des améliorations pour la fabrication, le stockage et le transport. Nous sommes aussi les premiers en Suisse à avoir utilisé sur un bâtiment un revêtement synthétique fabriqué en Israël.

De quelle innovation dans l'entreprise êtes-vous particulièrement fiers?

Pour notre centenaire en 1997, nous avons été les premiers dans notre branche à nous mettre aux normes ISO 9001. Les autres, qui s'étaient aussi lancés, ont abandonné en cours de route. A l'époque, ces normes avaient plus d'importance, les journaux en parlaient à chaque fois. Aujourd'hui, ça ne rapporte plus beaucoup de points dans les marchés publics!

Comment surviennent vos idées nouvelles?

Surtout à partir de nos réflexions à l'interne, des propositions du personnel pour améliorer les processus de travail; et parfois lors de séminaires professionnels ou en lisant des revues spécialisées.

A quoi donneriez-vous un Prix à l'innovation?

En son genre, Solar Impulse est assez impressionnant. Mais pour nous, qui avons fabriqué des panneaux solaires thermiques en 1975, après la première crise pétrolière, nos voix iraient plutôt à un produit économisant l'énergie qui s'intègre facilement aux façades. Pour l'instant, le photovoltaïque, trop cher, décourage les propriétaires d'investir. Mais il y aura à faire quand sonnera l'heure des rénovations à grande échelle des bâtiments.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD TINGUELY

* 2009, Année européenne de l'innovation. Et en novembre, Fribourg, premier canton suisse à avoir introduit un Prix à l'innovation en 1991, en sera au 10^e. L'occasion pour des chefs/fes d'entreprise de partager ici leurs expériences. Lien: www.frinnovation.ch

EN BREF

ÉLITE PROFESSIONNELLE Un site à succès

Début octobre, qual.ch (1^{er} site de recrutement d'élite) a fêté un an d'existence. En ces temps d'insécurité, nombre de spécialistes cherchent à élargir leurs perspectives professionnelles depuis leur poste de travail. Selon les statistiques du site, 75% des consultations se font entre 8 h 30 et 18 h 30, à partir d'adresses IP d'entreprises. Des employeurs ont restreint l'accès à Facebook ou Twitter, mais pas encore aux sites et portails de l'emploi. Plus de la moitié des visiteurs de qual.ch proviennent d'Europe voisine. Ce qui illustre la forte attractivité de la Suisse sur les managers accomplis, spécialistes IT, financiers, ingénieurs et scientifiques de haut vol. LIB

ROMONT

Le premier tea-room «bio» se lance

CHRISTOPHE SUGNAUX

Maud et Jean-David Saturnin ont de la suite dans les idées. Un an après l'ouverture d'une épicerie bio, le couple romontois se lance dans une nouvelle aventure: un tea-room bio, aussi situé à la rue de l'Eglise. Baptisé «Saveur Bio», l'établissement a été «conçu comme une cuisine familiale étendue, où l'on veut que les gens se sentent chez eux», explique Maud.

Ouvert depuis le 1^{er} octobre du mardi au samedi, le tea-room est, selon sa tenancière, un des rares du genre en Suisse

romande à exploiter ce créneau. Principale exception: le café, qui sera aussi décliné dans une variante italienne artisanale. Outre une gamme de boissons en phase avec l'enseigne, Maud Saturnin proposera à ses clients une petite restauration. Au menu: salade, soupe et assiette du jour «diététiquement équilibrée à tendance végétarienne». Sans oublier une gamme de tartines chaudes ou froides baptisées «tartibio». Le tout à des prix «comparables à ceux pratiqués dans la région». Maud Saturnin, qui cuisinera sur

demande des mets à partir de produits sans gluten, entend aussi proposer des petits déjeuners découverts un dimanche par mois. Et, «si ça marche bien», développer le créneau crêperie un soir par semaine.

A terme, la nouvelle tenancière n'exclut pas de viser la certification bio officielle. D'ici là, l'exploitation du créneau bio sera surtout basée sur son expérience personnelle. Et cette sensibilité ne s'exprimera pas seulement sur la carte, mais aussi dans le choix des produits de nettoyage et d'entretien. I